

Chercher une voie progressiste possiblement majoritaire pour battre l'extrême-droite.

Nous sommes dans l'impasse.

Et nous avons beau dire, avec raison, pour les futures présidentielles ni Mélenchon ni Glucksmann, le chemin est énorme pour passer de 30% des voix tous mouvements confondus à 50, 01% pour empêcher le RN d'être élu.

Et encore faudrait-il qu'un candidat "de gauche" soit qualifié pour le second tour, ce qui à ce jour, n'est même pas acquis.

Je ne reprendrai pas tous les arguments qui font qu'aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon "est le pire candidat de la gauche pour le second tour" comme l'a dit à juste titre Fabien Roussel. Il est devenu tellement clivant par ses outrances et par la stratégie de chocs frontaux qu'il a imposée avec sa garde rapprochée depuis 2020 que même certains élus LFI refusent de les suivre.

Les pertes de voix entre les législatives et les municipales sont là pour le démontrer. Et nous l'avons vérifié chaque jour durant la campagne des municipales, LFI est devenu un vrai repoussoir pour les électeurs de gauche. C'est terrible pour le rassemblement populaire, pour le mouvement social qui se désespère, et pour tous les militants qui, comme dans notre secteur, ont toujours agis dans l'union à la base, du collectif antilibéral Cap À Gauche en 2005 au Front de Gauche de 2009 ou de la NUPES au Nouveau Front Populaire de 2024.

L'hypothèse Raphaël Glucksmann est encore moins attrayante, vu ses penchants - social-libéral, atlantiste et belliciste - qui sont aux antipodes de notre éternel combat pour la paix et le désarmement.

La "primaire des gauches et des écologistes" n'est guère plus réjouissante, car elle consiste à se ranger derrière un-e candidat-e-s avec le plus petit dénominateur commun en matière programmatique. Le "tout sauf LFI" ne fait pas un programme. C'est d'autant plus stupide que tout n'est pas à repousser dans les propositions des insoumis. Et même si ce-tte candidat-e passait au second tour la marche est tellement haute que la bataille semble perdue d'avance.

Une candidature de Fabien Roussel ou d'un-e autre communiste ne me semble pas justifiable.

Bien sûr, je partage l'idée que la présidentielle est l'occasion d'une exposition médiatique de nos propositions, qu'il ne faut plus être invisibilisé etc. J'apprécie Fabien Roussel et l'orientation qui a été prise par une large majorité des communistes lors des deux derniers congrès. Elle est juste, et elle a permis de redonner une vision communiste dans le paysage politique, contrairement à ce que je peux lire dans des textes alternatifs qui nous sont proposés.

Mais quand l'extrême-droite a déjà un pied dans la porte du pouvoir, n'est t-il pas de notre devoir, justement parce que nous sommes communistes et que nous savons trop bien ce que représenterait une victoire fascisante, de prendre toutes les initiatives imaginables pour la constitution d'un grand rassemblement républicain sur des propositions progressistes, à l'image de ce que nos prédécesseurs ont pu construire lors du Conseil National de la Résistance ?

L'heure est grave.

"Quand les blés sont sous l'orage, fou qui fait le délicat"...

Je crois que la gravité de la situation politique nationale ET internationale l'impose. L'heure n'est pas à chercher à sauver chacun sa boutique, elle est à proposer une perspective progressiste avec un rassemblement très large de toutes celles et ceux qui refusent la dérive atlantiste, l'abandon de l'indépendance nationale, le soutien à la politique génocidaire d'Israël et l'expansionnisme trumpiste, et qui souhaitent redonner à la France son rôle diplomatique en dialoguant avec les BRICS pour chercher l'apaisement, et les voies de la paix partout dans le monde. Toutes celles et ceux qui refusent de voir légitimer les discours racistes, xénophobes, antisémites, les politiques qui font de l'étranger le responsable de tous les maux de la société, tout en prenant bien soin de ne pas remettre en cause le capitalisme et l'injustice sociale sur laquelle ces idées nauséabondes prospèrent.

Un homme, de droite certes, mais hautement qualifié en ce domaine diplomatique, peut incarner ce sursaut démocratique et l'esprit d'un rassemblement dans le cadre d'un front républicain contre l'extrême-droite, c'est Dominique De Villepin.

Bien sûr, De Villepin reste pour nombre d'entre nous identifié au CPE (Contrat Première Embauche qui instaurait un "SMIC jeune"), et qui a heureusement dû faire machine arrière face à l'immense mobilisation sociale de l'époque.

Il a lui-même reconnu depuis que ce projet était dévastateur.

Alors comment composer avec un homme de droite, libéral, mais hautement démocrate, un programme progressiste de gouvernement ?

En décidant d'une assemblée constituante pour une 6ème République et en passant dans l'immédiat, avec toutes les forces politiques républicaines qui l'accepteront un accord de législature autour de quelques thèmes forts, essentiels pour améliorer immédiatement la vie des citoyens : la défense et le développement des services publics, de l'énergie, de la bataille de la re-industrialisation, l'abandon de la réforme des retraites, l'augmentation du SMIC, des retraites et des salaires etc.

Loin d'être invisibilisés, nous sortirions grandis en proposant et en expliquant une telle initiative face à la menace fasciste.

Michel Vuillaume
Fédération de Haute-Savoie
Section du Chablais
Cellule de Thonon les Bains